



Finances Locales 2019-2024 Bruxelles

Bilan de la mandature écoulée et
perspectives d'avenir

Une mandature émaillée par les crises

Crise sanitaire
(Covid)

Inondations
(plus de 200
communes
impactées)

Guerre en Ukraine
(chocs inflationniste et
énergétique)

Retour progressif
à la "normale" ?

2019

2020

2021

2022-2023

2024

Fragilisation des finances publiques

- Conséquences de la crise sanitaire
- Impact des inondations de juillet 2021 (Wallonie)

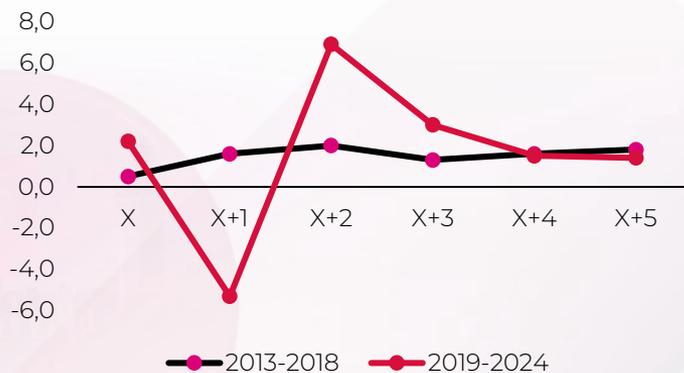
Contexte macroéconomique très perturbé

- Taux d'inflation
- Coûts de l'énergie
- Coûts des matériaux de construction
- Taux d'intérêt

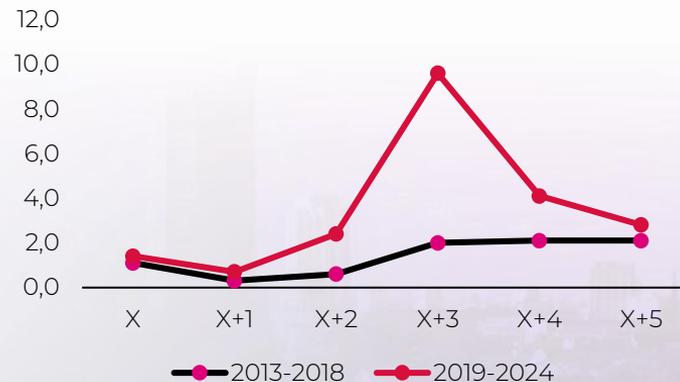


Un contexte macroéconomique très perturbé par les crises successives

Taux croissance PIB



Taux inflation



Un contexte macroéconomique très perturbé par les crises successives

Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)



Solde de financement des administrations publiques (en % du PIB)



Sources des données



Rétrospective
financière 2019-2024



Comptes 2019-2022 et Budgets 2023-2024

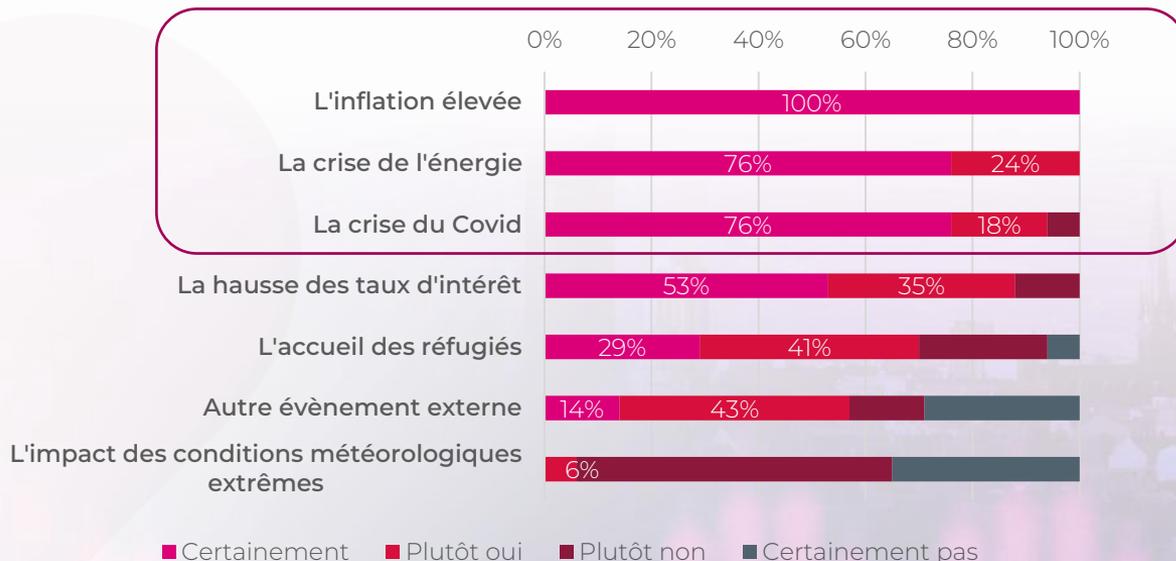
Perception des
gestionnaires
communaux



Enquête réalisée par Belfius auprès des échevins
des finances et des receveurs en mai 2024

Perception des gestionnaires communaux (Enquête)

“ Dans quelle mesure les événements externes ci-dessous survenus durant cette législature ont-ils eu un impact important sur vos finances communales ? ”



Les crises successives ont également induit des **changements organisationnels**

(télétravail, services à la population, plans de crise...)

“ Ces événements externes (crises sanitaire et énergétique, inondations...) ont-ils entraîné des changements structurels? ”





Évolution des **dépenses** **communales** (2019-2024)



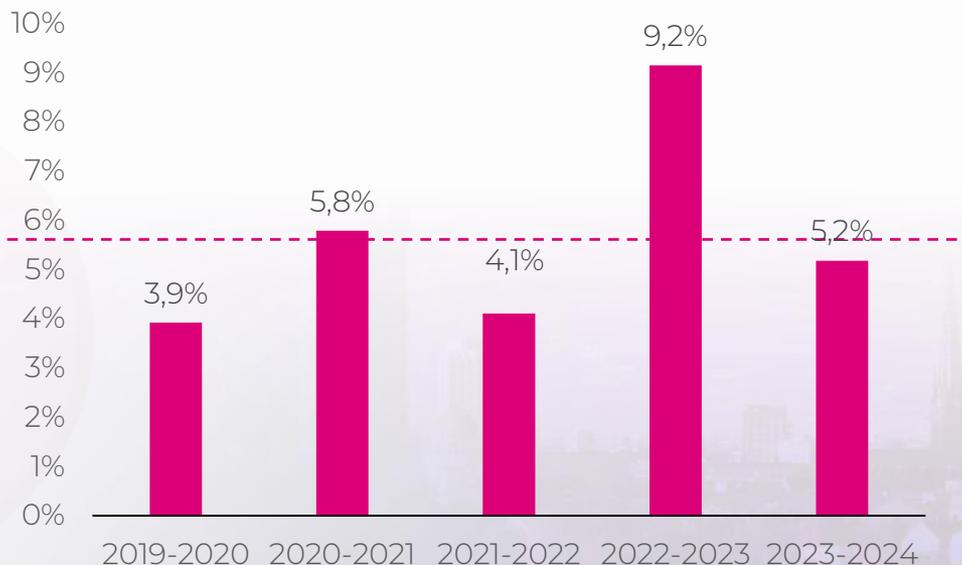
Dépenses communales (hors investissement): un **rythme moyen soutenu** mais avec d'importantes fluctuations selon les crises

Dépenses ordinaires

3,2 milliards EUR

2550 EUR par hab.

+5,6%
en moyenne par an

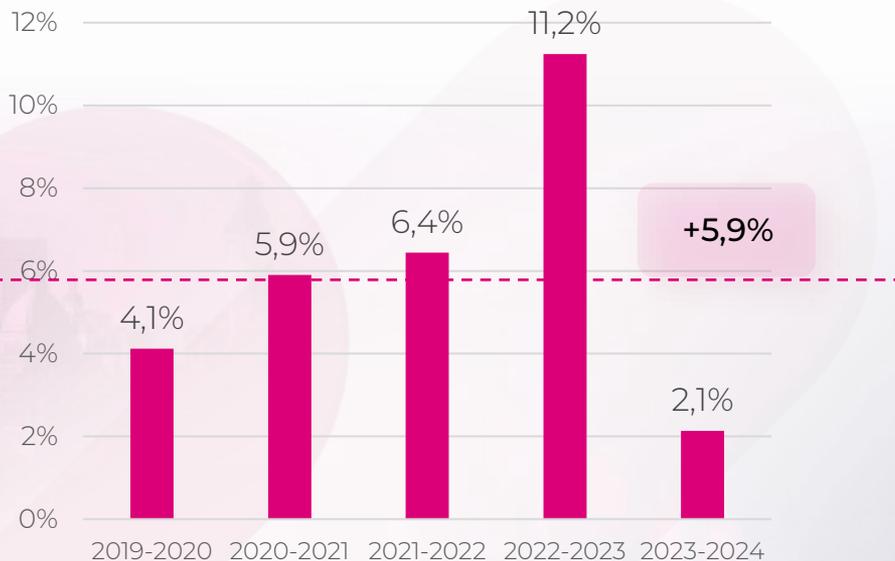
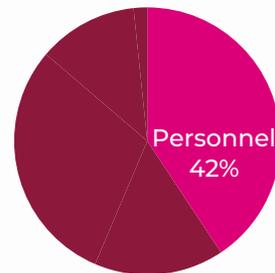


Crise **sanitaire**

Crise **énergétique**



Les **coûts du personnel** ont subi le triple choc de l'inflation, des charges de pensions et des accords sociaux

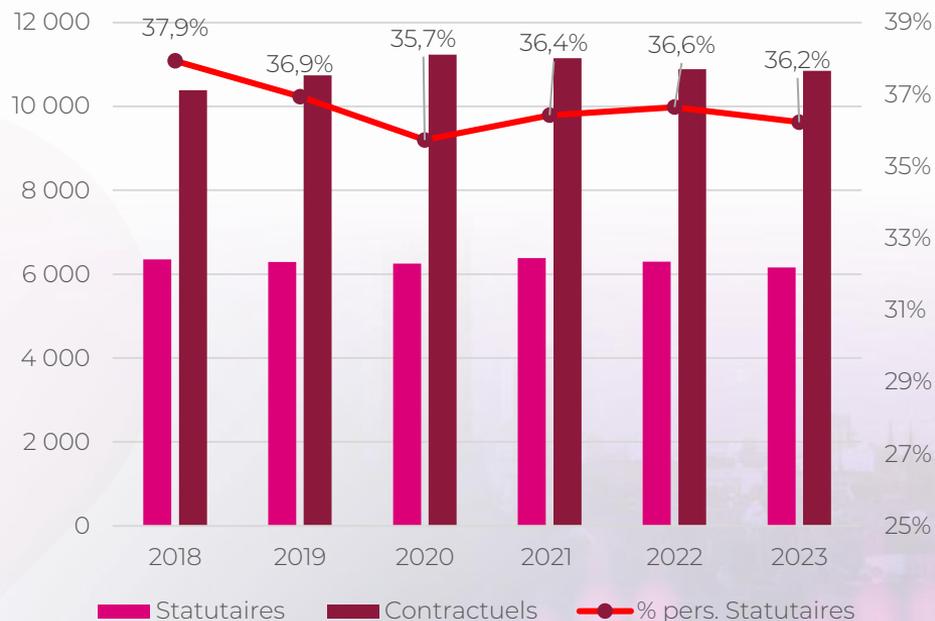


10 dépassements de l'indice-pivot au cours de la mandature communale (contre 4 seulement la précédente)



Dépense de personnel: un effet « prix » largement prédominant par rapport à l'effet « volume » (ETP)

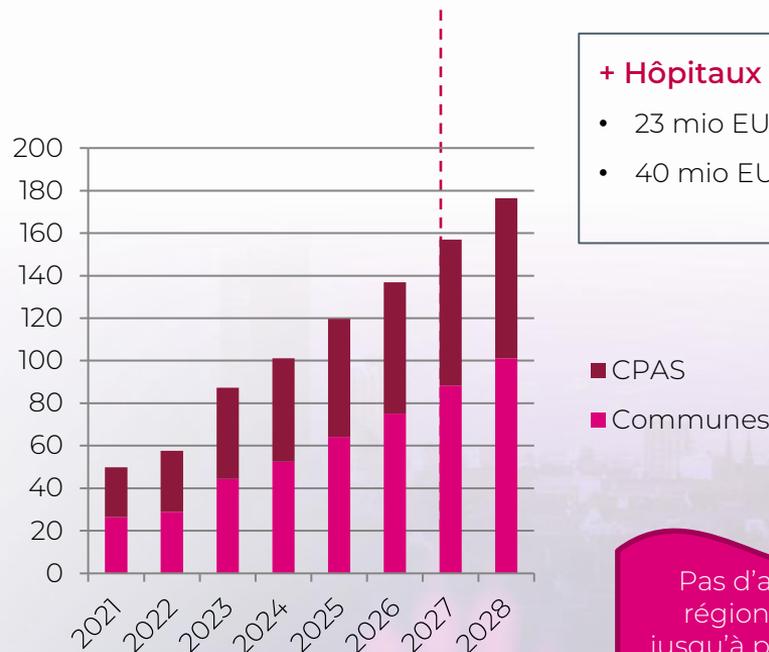
Une évolution modérée du nombre d'ETP (+0,3% par an) mais le glissement entre statutaires et contractuels se poursuit



Des perspectives d'évolution des charges de pensions très inquiétantes

	Cotisation de base	Cotisation de responsabilisation
2021	41,5%	50,00%
2022	43,0%	52,94%
2023	44,0%	70,47%
2024	45,0%	73,59%
2025	45,0%	77,43%
2026	45,0%	80,57%
2027	45,0%	83,10%
2028	45,0%	84,98%

D'ici 2028, la cotisation de responsabilisation devrait passer de 100 à 175 millions EUR

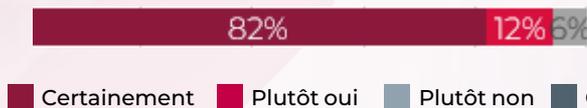


+ Hôpitaux publics!

- 23 mio EUR en 2024
- 40 mio EUR en 2028

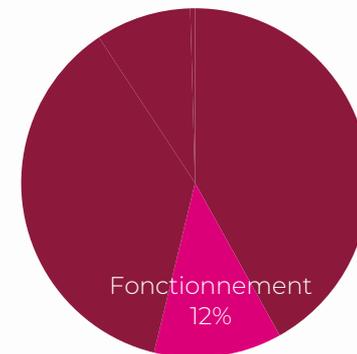
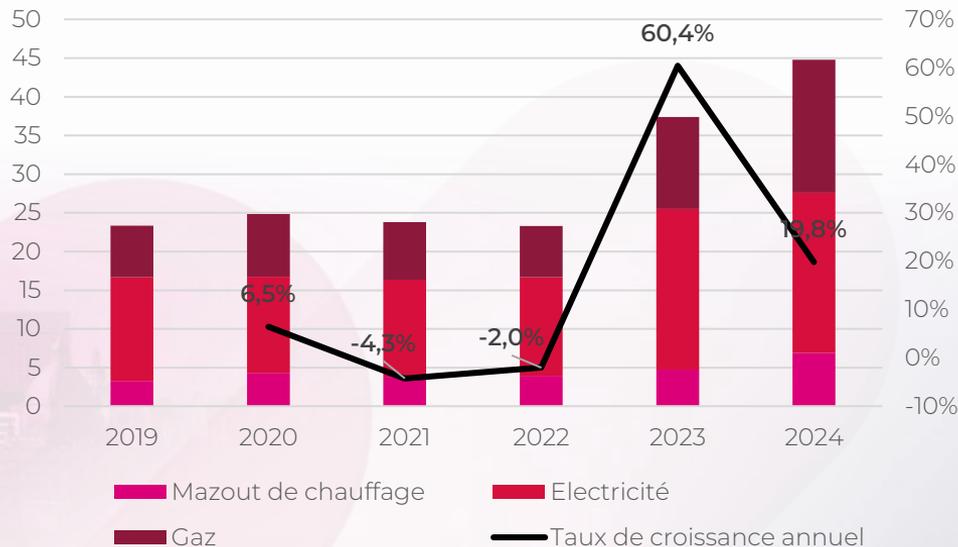
Selon notre **enquête**, la problématique des pensions est perçue comme l'enjeu financier numéro 1

= enjeux pour la prochaine mandature



Pas d'aides régionales jusqu'à présent

Doublement de la facture énergétique durant la crise

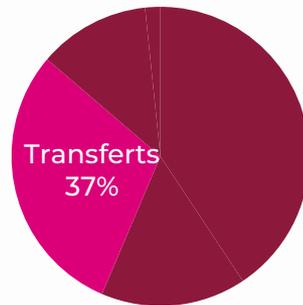


Enquête: 76% des gestionnaires locaux considèrent que la crise énergétique a eu une influence importante sur les finances communales (24% une importance modérée)

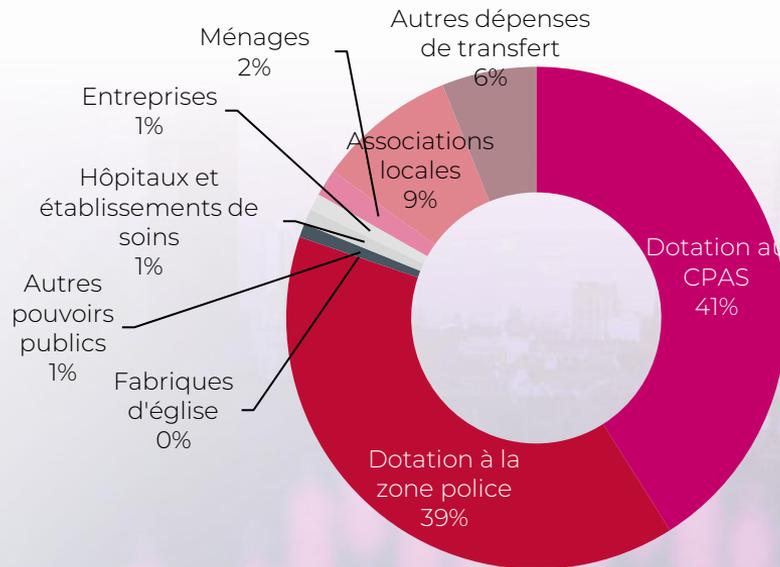


La succession des crises se sont également répercutées sur les dotations communales

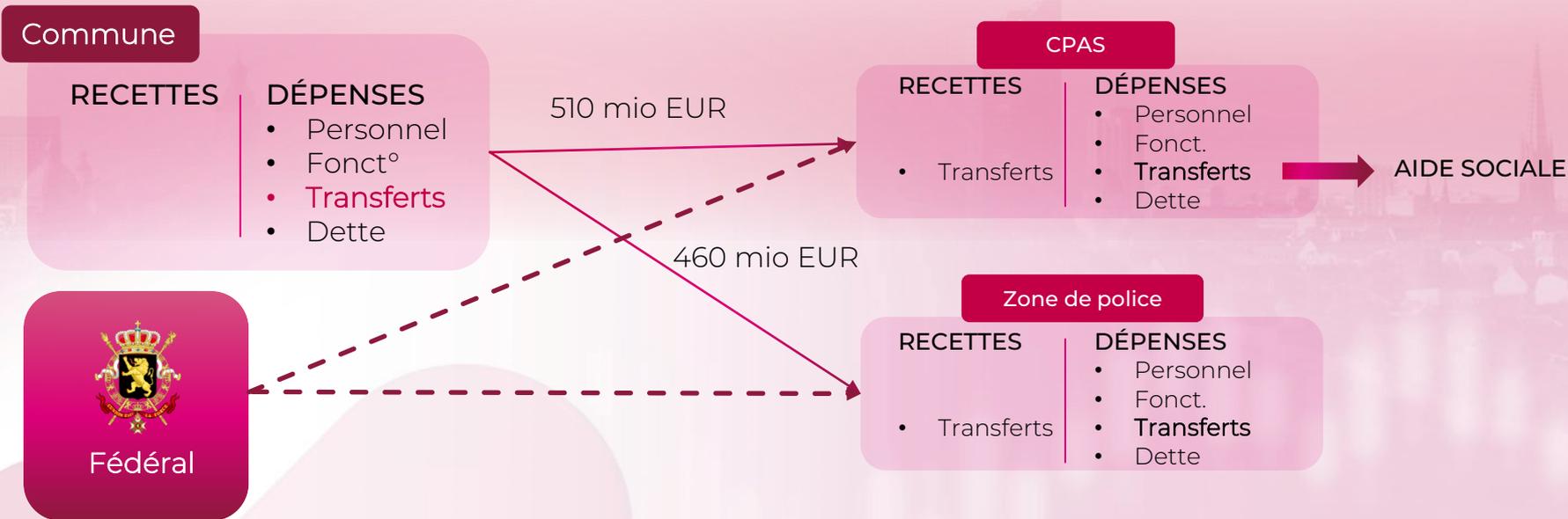
(CPAS, zones de police...)



	En mio EUR	En EUR/hab.	Taux de croissance (p./r. à 2023)	Taux de croissance annuel moyen (2019-2024)
CPAS	510	411,0	7,3%	8,4%
Zone de police	460	370,8	8,4%	5,0%
Autres dotations	197	158,5	1,4%	2,8%
Dépenses de transfert	1167	940,4	6,7%	6,0%

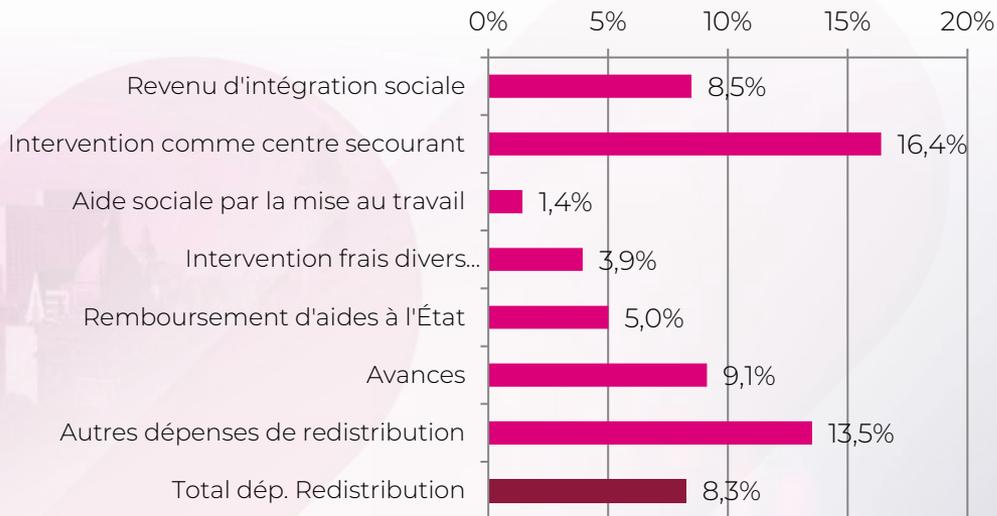


Obligation légale pour les communes d'équilibrer le budget et de compenser le sous-financement éventuel



Les différentes crises (sanitaire, énergétique, réfugiés UKR...) ont nécessité une **intervention accrue des CPAS** en faveur de bénéficiaires d'aide sociale

Aides sociales accordées par les CPAS
(taux annuel moyen 2019-2024)



L'attribution du **revenu d'intégration** absorbe à elle seule deux tiers de l'ensemble de ces dépenses et a progressé à un rythme moyen de 8,5% par an

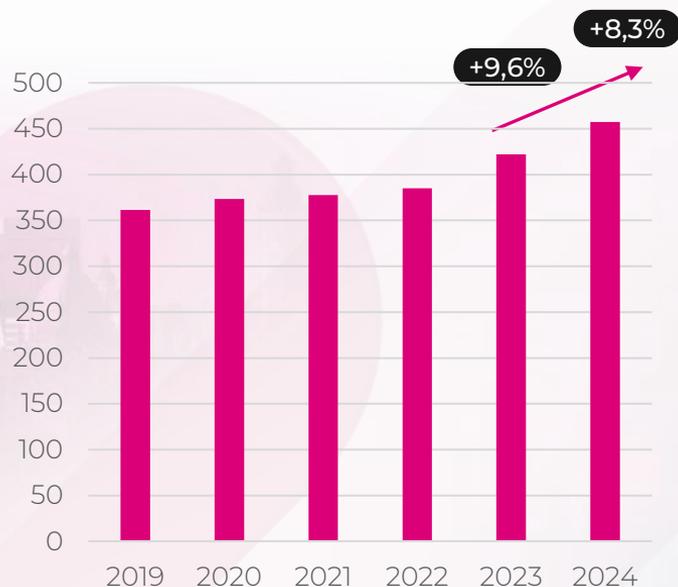
Les «**autres aides sociales**» ont progressé **encore** davantage (+16,4%/an) (aides matérielles durant Covid, accueil des réfugiés ukrainiens, factures énergétiques...)

Enquête BXL: enjeux des besoins sociaux pour la prochaine mandature



Les dépenses des communes pour la sécurité toujours à la hausse

Dotations communales aux zones de police
(en millions EUR)



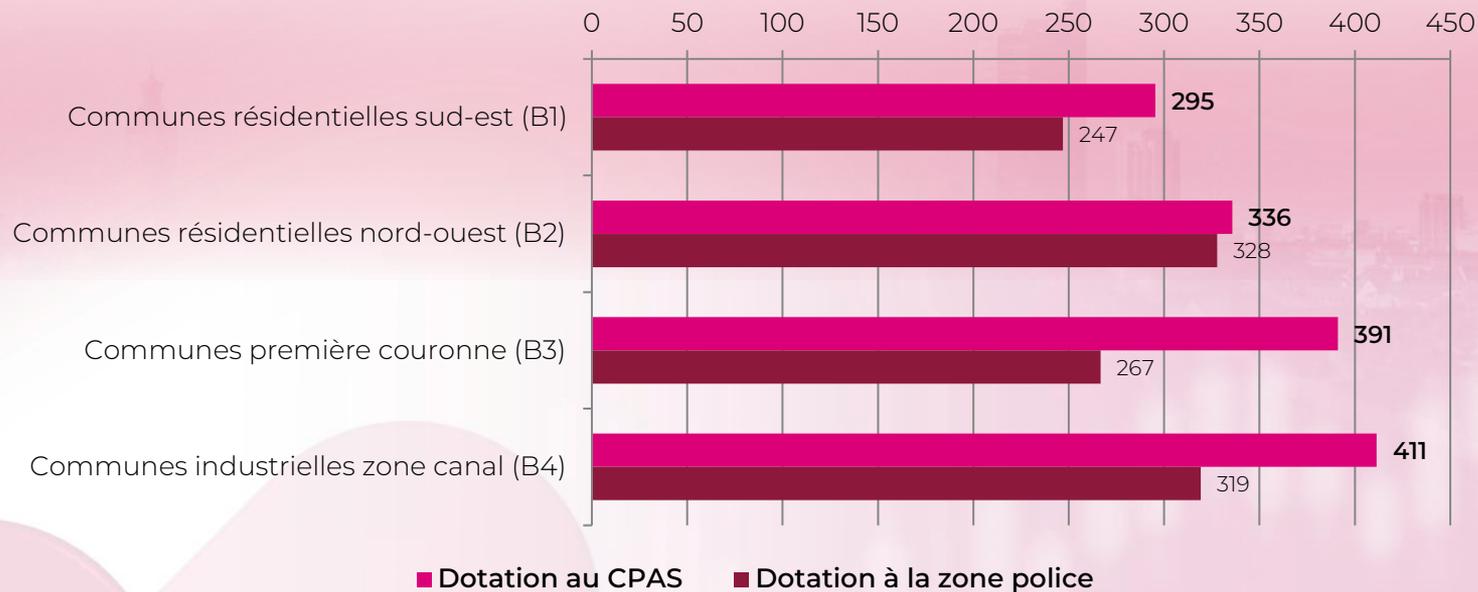
Le **choc inflationniste et énergétique** de 2022 subi par les ZP s'est également répercuté sur la dotation communale

Avec 90% de dépenses de personnel, les nombreuses indexations des salaires ont nécessité une majoration de la dotation à la Zone de police

Enquête: enjeux de sécurité (ZP) = 2^e préoccupation des gestionnaires locaux pour la prochaine mandature

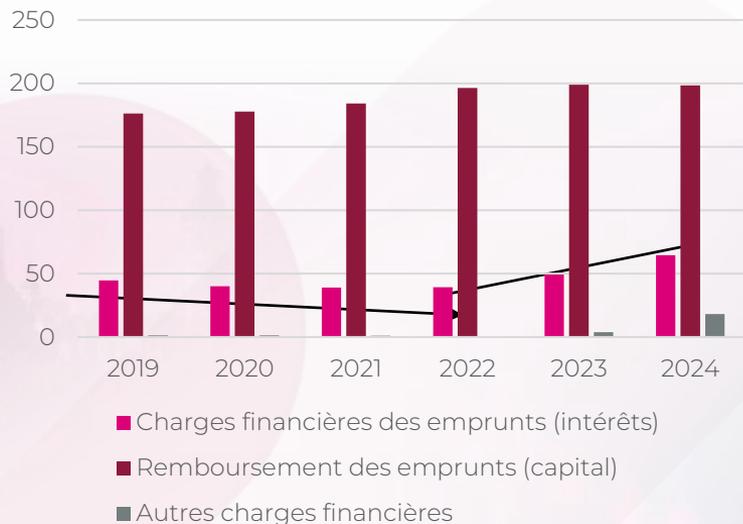


Disparités des dotations selon les catégories socioéconomiques des communes

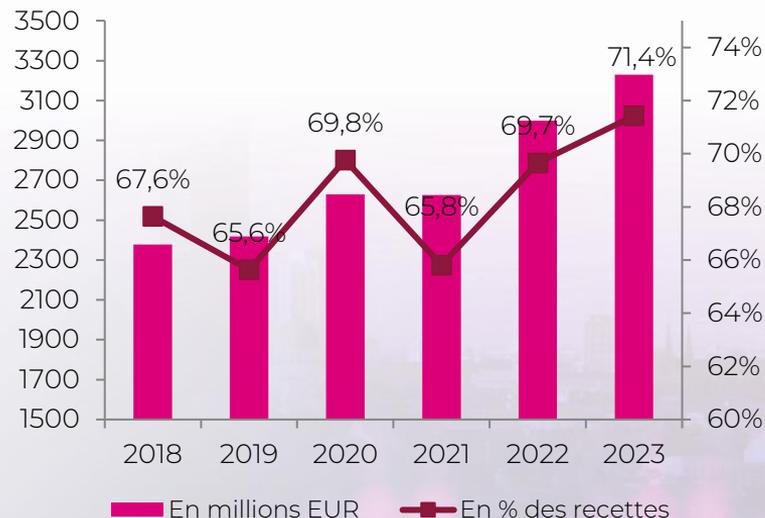


Les communes subissent les premiers effets de la **hausse des taux d'intérêt** mais le **niveau d'endettement** reste < 100%

Charges financières des communes bruxelloises



Dettes des pouvoirs locaux bruxellois *



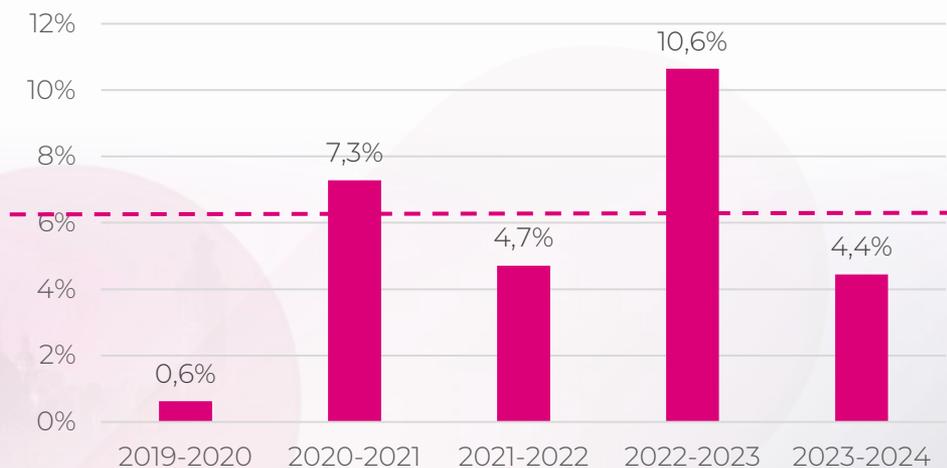
* Source: Institut des comptes nationaux.



Évolution des **recettes** **communales** (2019-2024)



Des recettes favorablement influencées par les mécanismes d'indexation mais qui restent en-deçà de l'augmentation des dépenses



Recettes ordinaires

3,1 milliards EUR

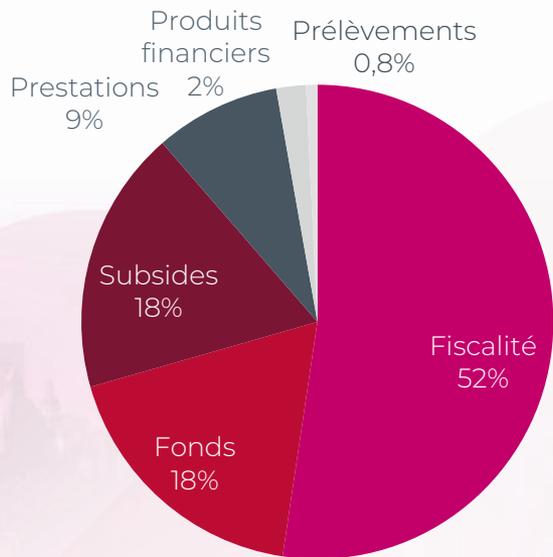
2538 EUR par hab.

+5,5% en moyenne par an

Crise **sanitaire**

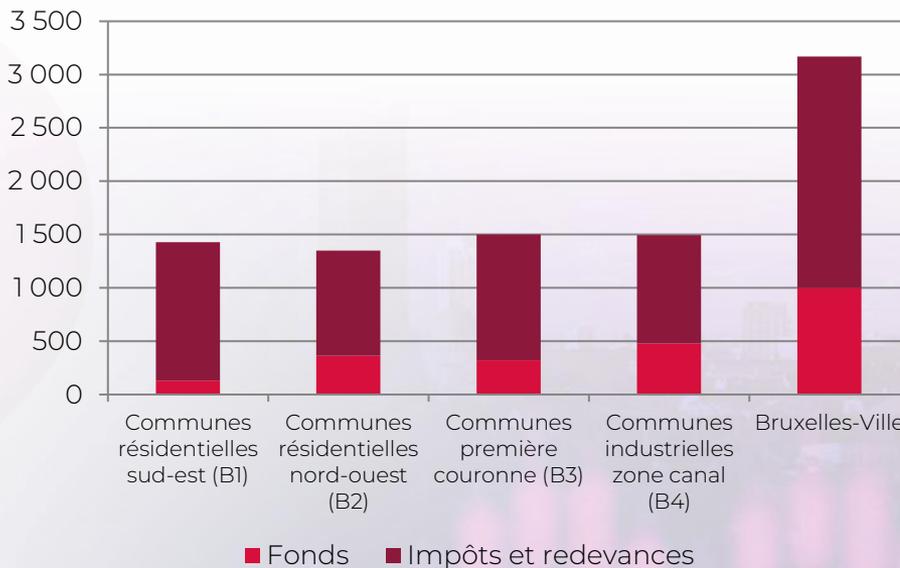
Crise **énergétique**

La fiscalité communale constitue la 1^{re} source de financement (52% des recettes ordinaires)

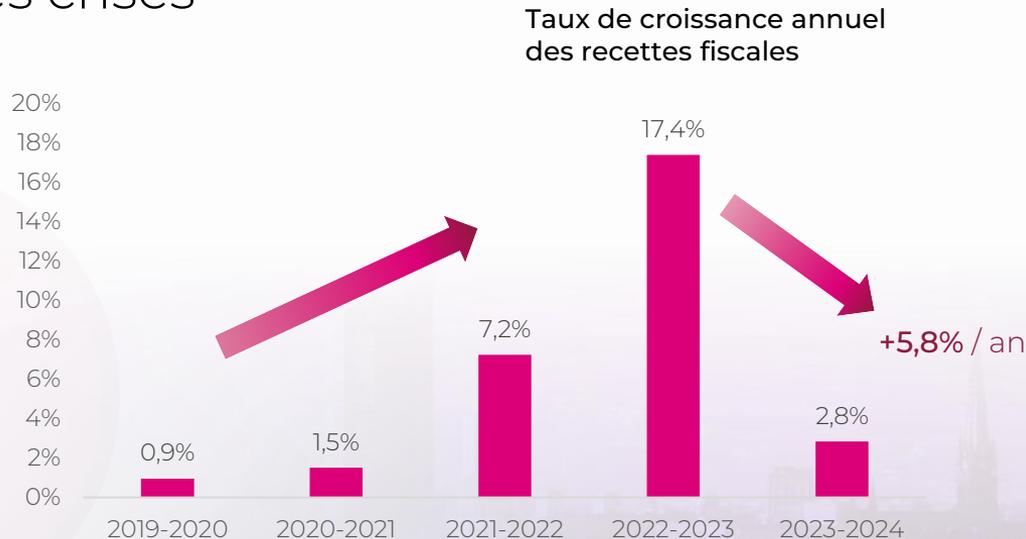
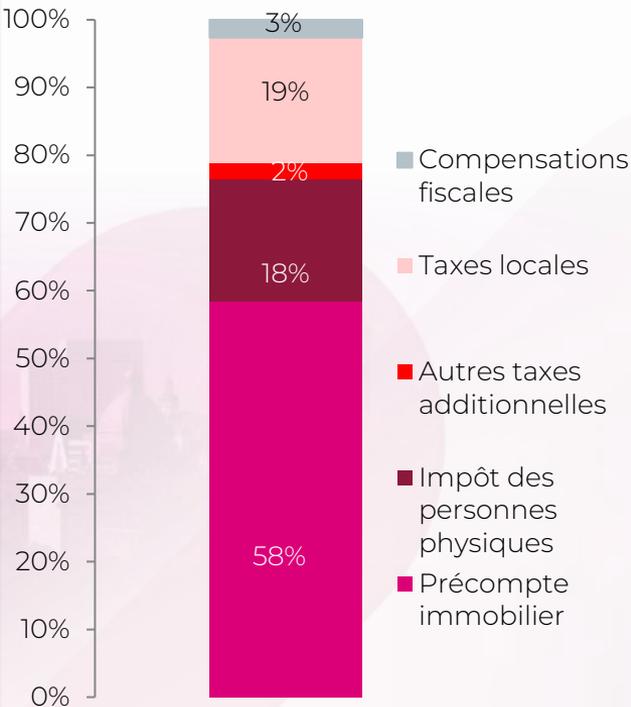


Disparités de la structure de financement selon le type de commune

En EUR par Hab



Au cours de la mandature, les **recettes fiscales** ont connu une **évolution assez contrastée**, rythmée par la succession des crises



Crise **sanitaire**

→ Réduction de taxes locales (confinement)

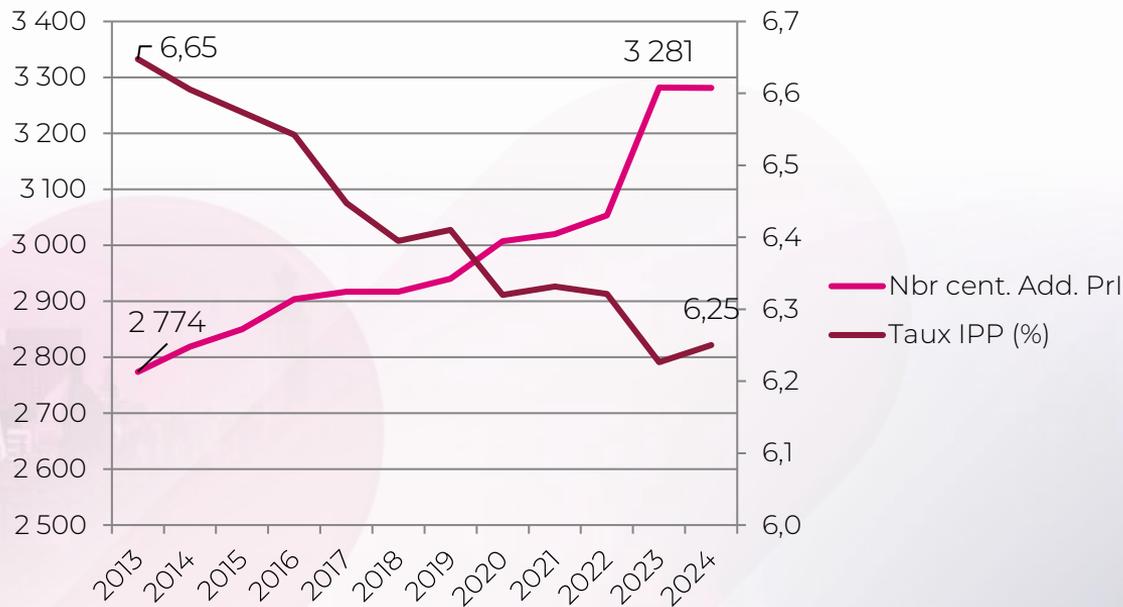
Choc **inflation**

→ Indexation des bases imposables + «one shot IPP»

Retour à la «**normale**»

+5,8% / an

Taux d'imposition: poursuite du tax shift au niveau local (progression du précompte immobilier et réduction de l'IPP)

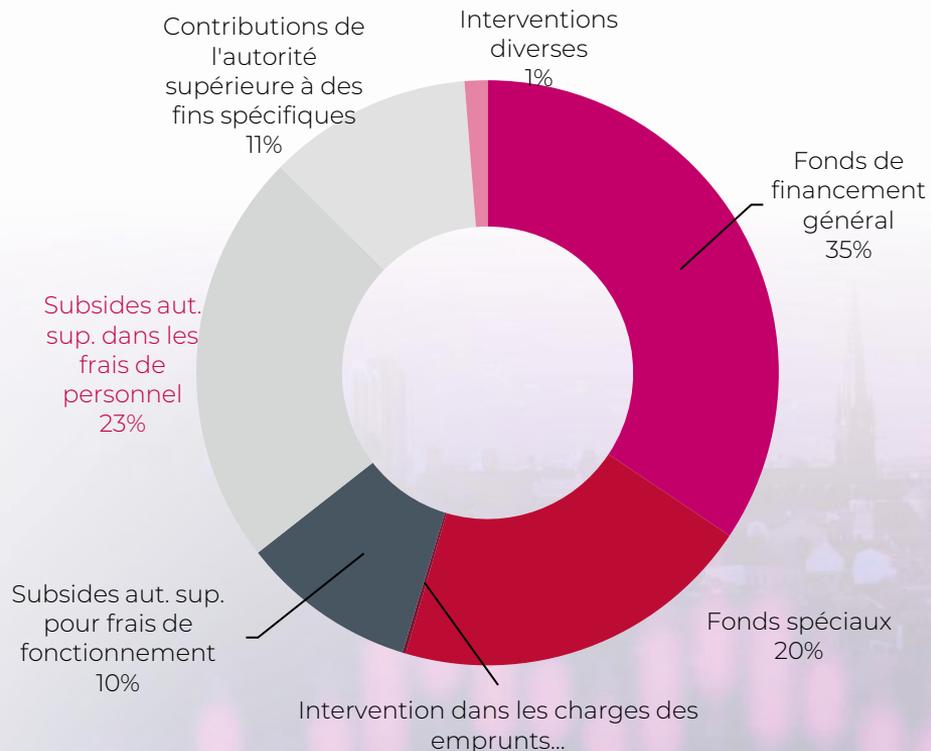


Nombre de communes bruxelloises ayant modifié leur taux (2019-2024)

	Taux +	Taux -
IPP	1	12
PRI	17	0
Total	18	12

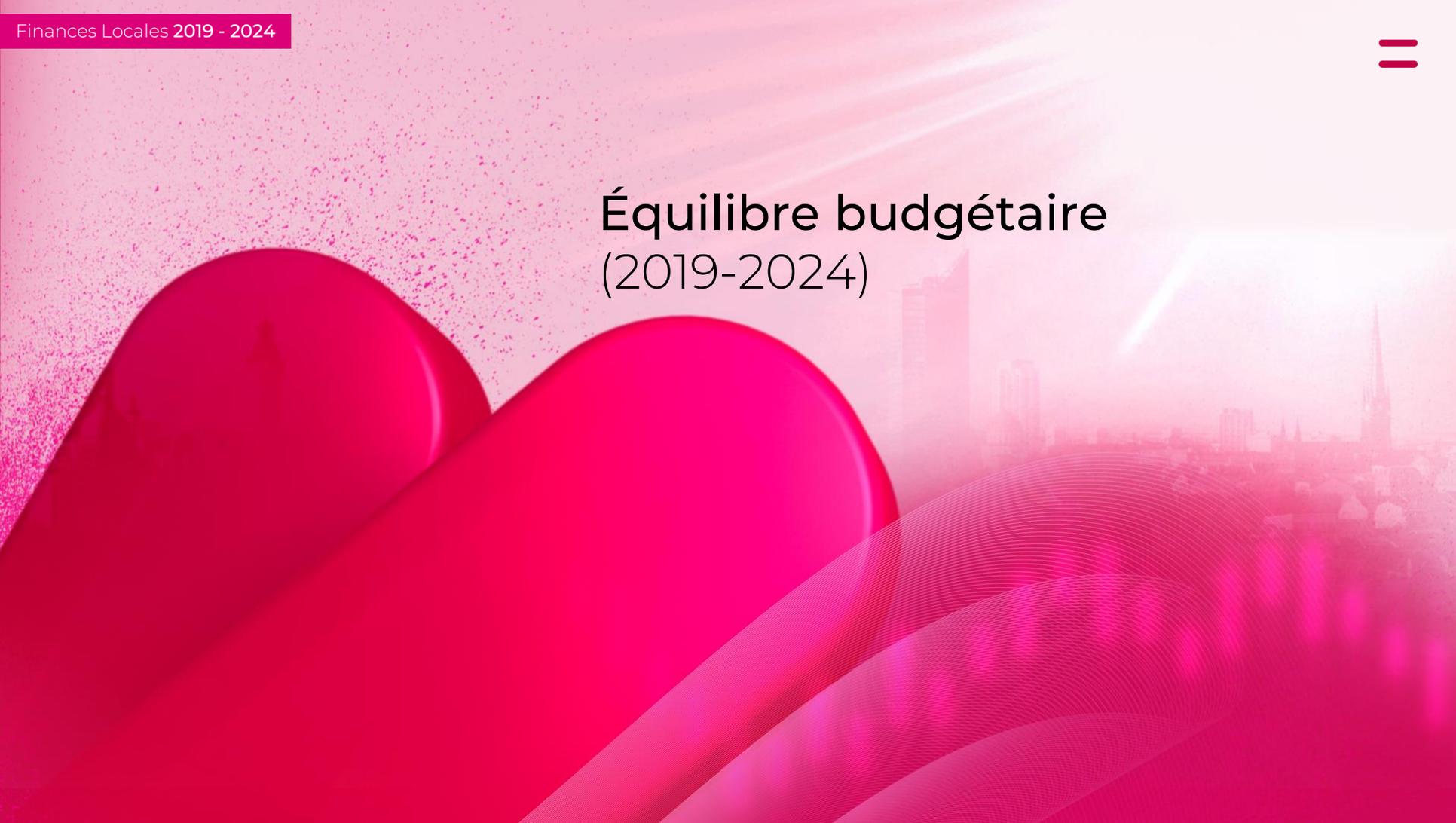
Progression des subsides régionaux davantage liée à la mise en œuvre de l'accord social sur le personnel plutôt qu'aux aides exceptionnelles de crise

	En mio EUR	En EUR/hab.	Taux de croissance (p./r. à 2023)	Taux de croissance annuel moyen (2019-2024)
Fonds (général et spéciaux)	573,7	462,3	-2,2%	2,5%
Subsides	567,6	457,3	11,3%	8,2%
Total	1141,3	919,5	4,1%	5,1%



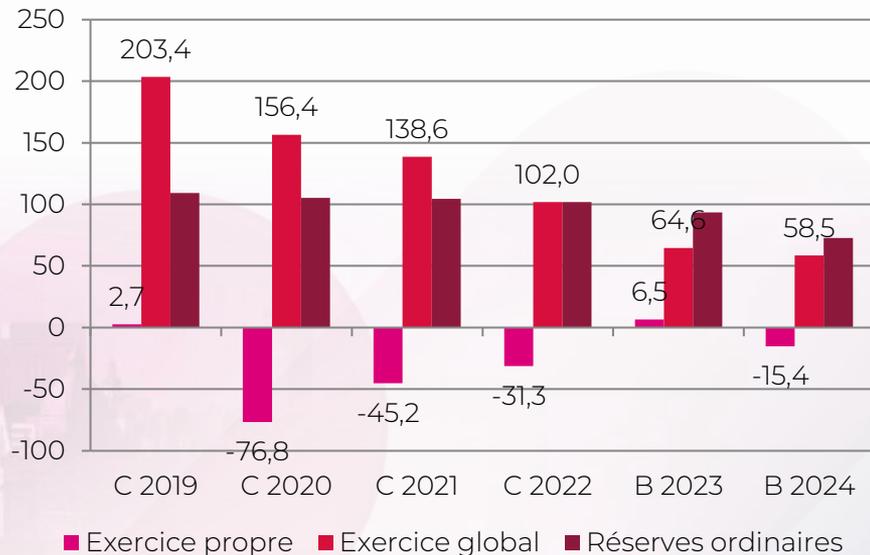


Équilibre budgétaire (2019-2024)



Nette détérioration du solde de l'exercice global et érosion des réserves ordinaires

En millions EUR



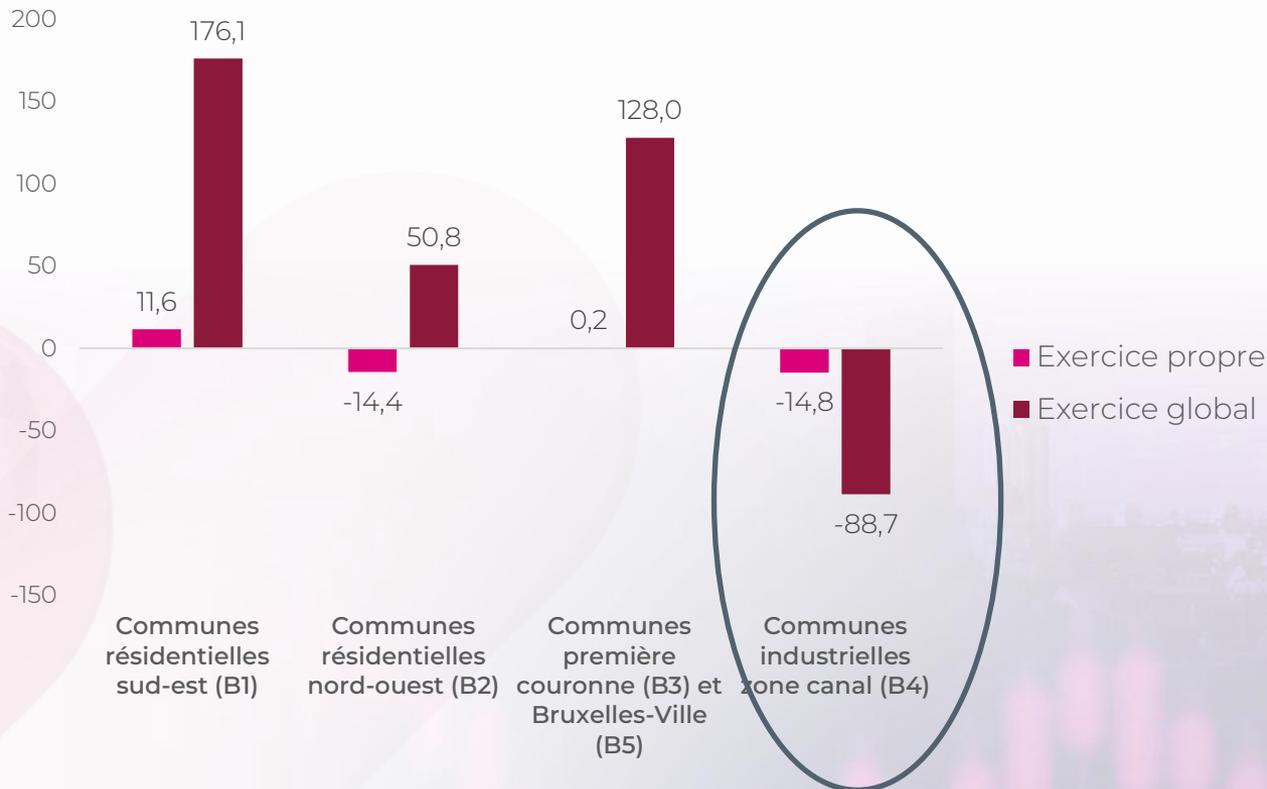
Budgets 2024

	en mio EUR	en EUR /hab.	En % recettes ord.
Exercice propre	-15,4	-12,4	-0,5%
Exercices antérieurs	101,2	81,5	3,2%
Prélèvements	-27,3	-22,0	-0,9%
Exercice global	58,5	47,2	1,9%

- 10 communes déficitaires à l'exercice propre
- 5 communes déficitaires à l'exercice global
- 11 communes sont sous plan de gestion

Les situations déficitaires concernent majoritairement les communes industrielles du canal (cluster B4)

En millions EUR

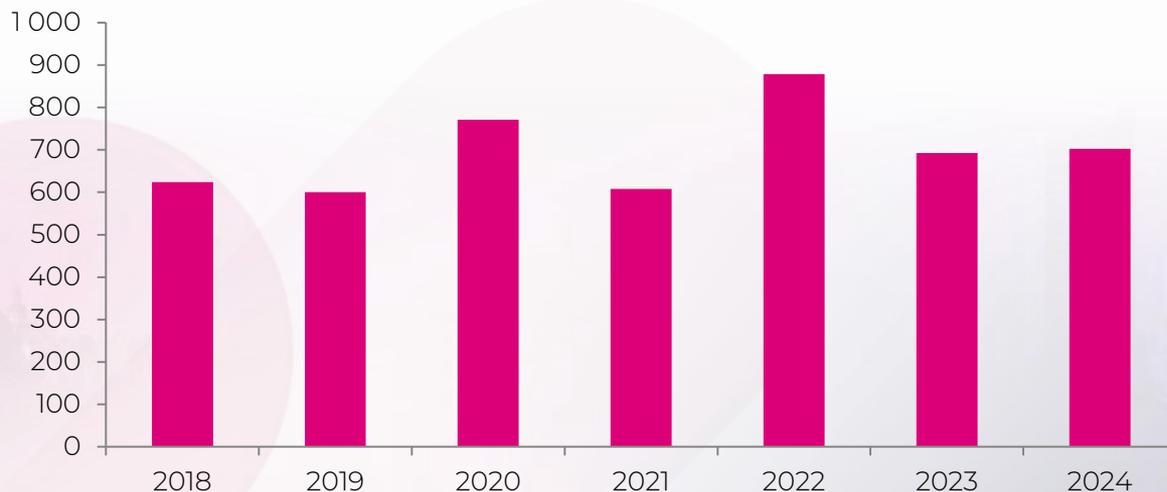




Évolution des investissements communaux (2019-2024)

En dépit d'un contexte difficile, les communes ont **préservé** leur **capacité d'investissement**

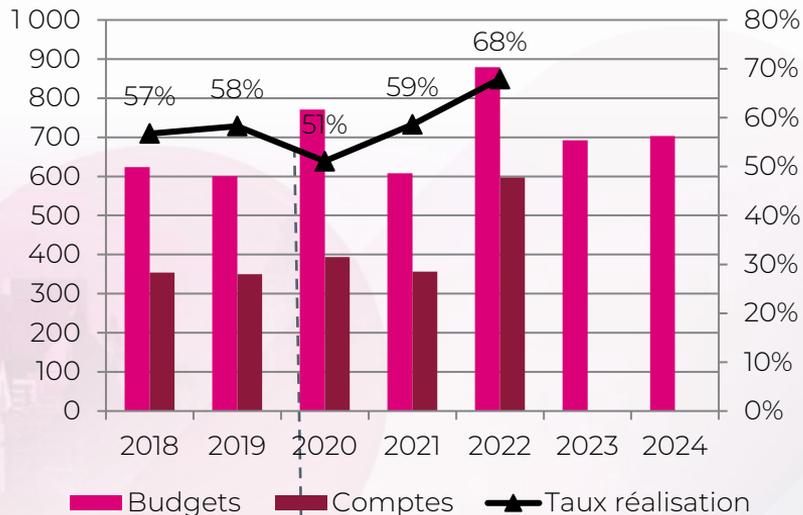
Projets d'investissements (Budgets)



Les projets d'investissements budgétés par les 19 communes oscillent en moyenne entre 600 et 700 millions EUR par an

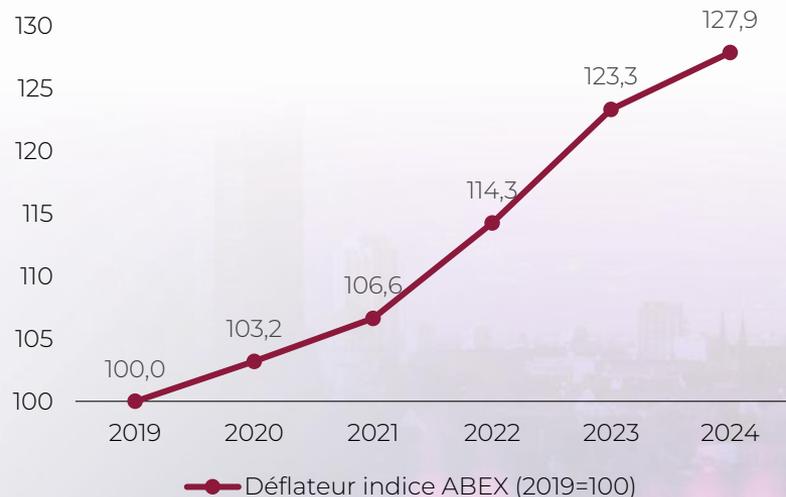
Cette évolution doit être **relativisée** par deux éléments

Le taux de réalisation effectif
(Budget/Compte)

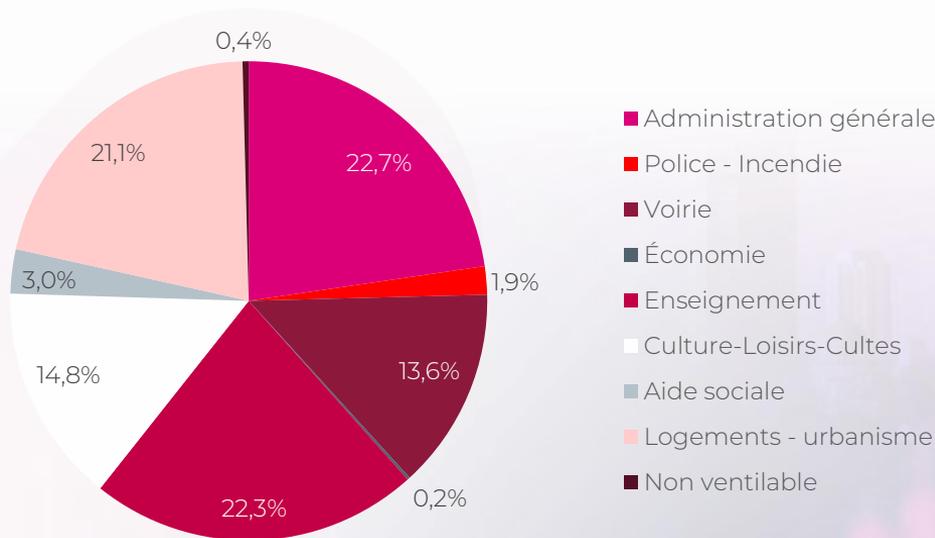


Crise **sanitaire**

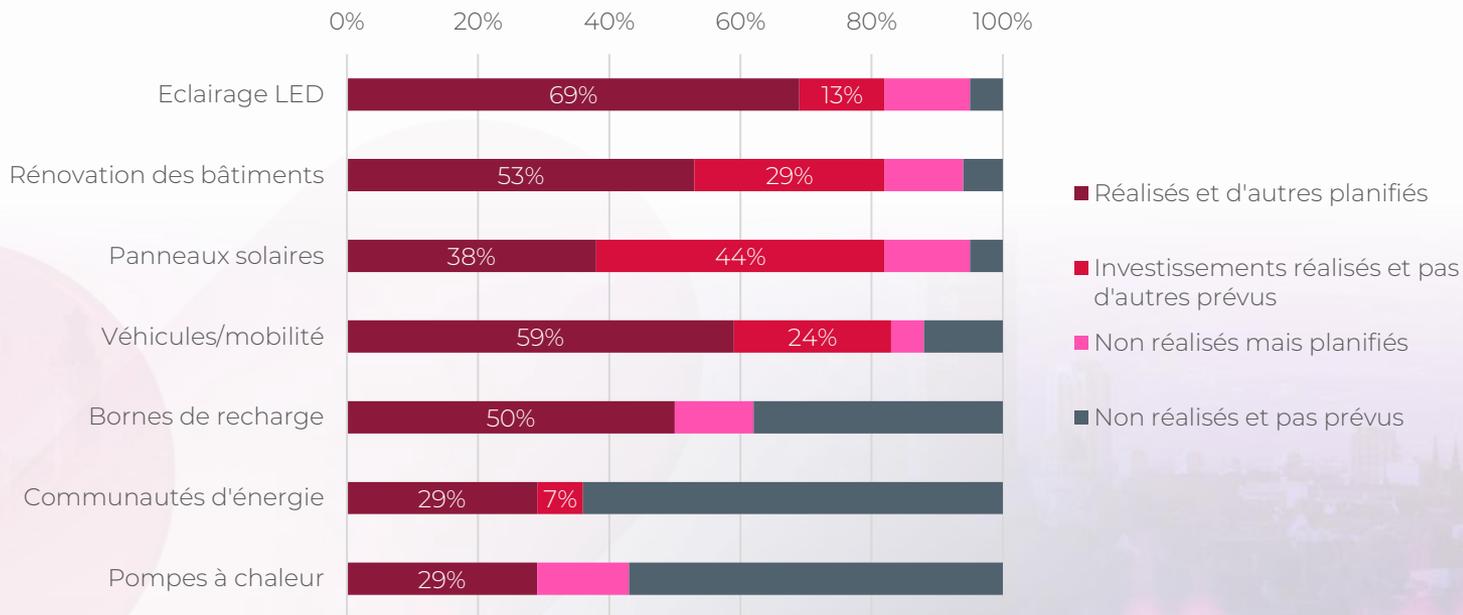
La hausse des prix de la construction



Au cours de l'ensemble de la mandature (2019-2024), les **principaux domaines d'investissements communaux** sont les **bâtiments administratifs** (22,7%), **l'enseignement** (bâtiments scolaires) (22,3%), **les aménagements urbains et le logement** (21,1%)



Enquête : dans le cadre de la **transition énergétique**, les principaux investissements déjà réalisés concernent **l'éclairage LED**, la **rénovation des bâtiments** et les **panneaux solaires**





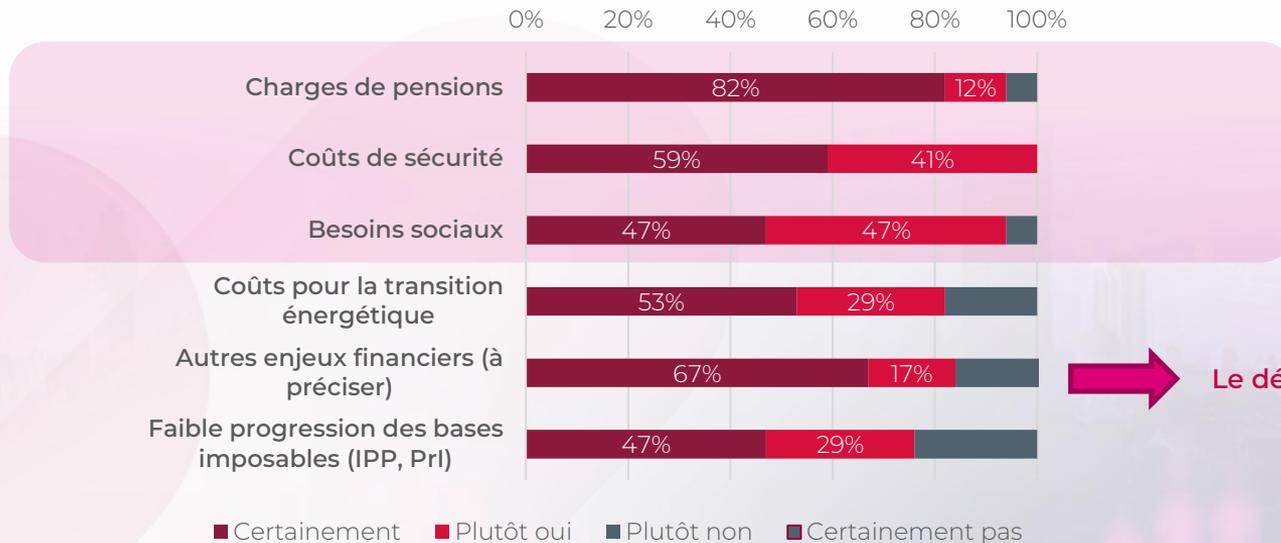
Quels sont les principaux enjeux et leviers d'action pour la prochaine mandature?
La parole aux gestionnaires locaux (Enquête)

Les enjeux financiers



ENQUÊTE:

Dans quelle mesure les enjeux suivants représentent-ils des défis financiers majeurs pour les années à venir ?



Top 3 des enjeux

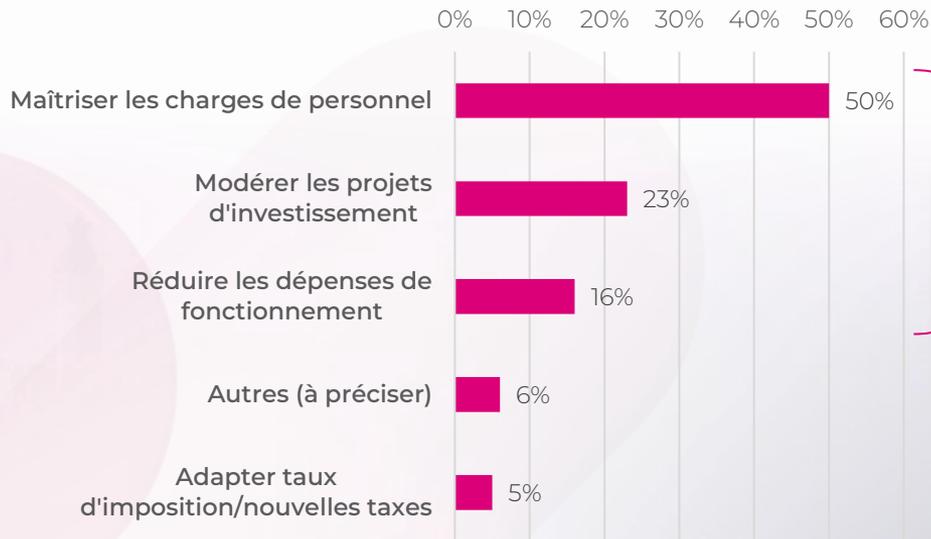


Le déficit régional

Les leviers d'action prioritaires



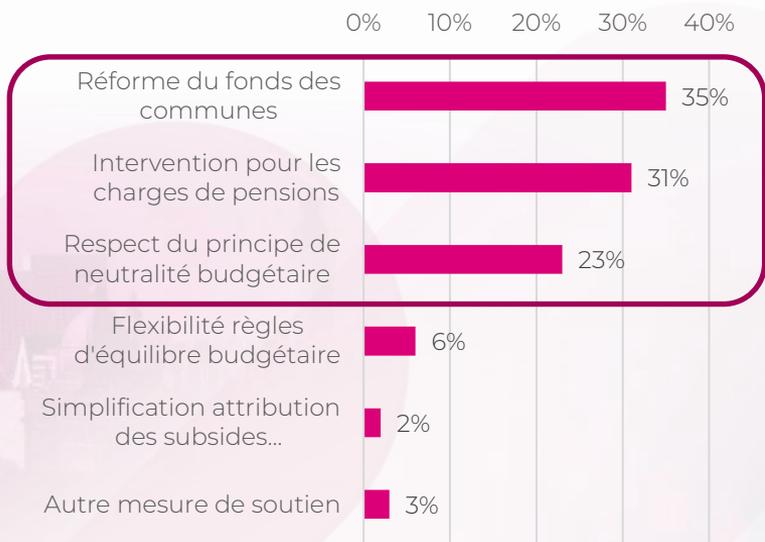
ENQUÊTE:
Quelles seraient pour votre commune les priorités budgétaires nécessaires pour maintenir l'équilibre au cours des prochaines années?



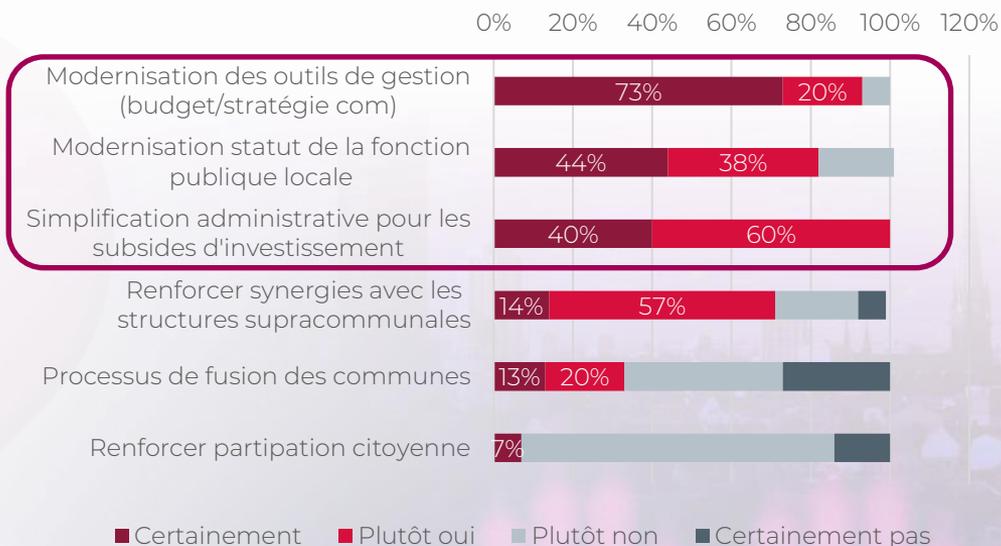
Maîtriser les dépenses plutôt qu'augmenter les impôts locaux

Mesures de **soutien des autorités supérieures** les **plus utiles** selon notre enquête?

Au niveau financier



Au niveau organisationnel





Questions ?